

FUTUROLOGIE

Toute stratégie suppose une part d'anticipation : elle requiert la capacité de prédire à la fois les conséquences de ses propres actions, celles de rivaux ou adversaires qui chercheront eux-mêmes à prévoir et à contrarier les vôtres, et la façon dont ces forces rétroagissent dans un environnement lui-même changeant. Mais toute prévision de ce type s'interprète par rapport aux croyances d'une époque quant à l'avenir en général et à la possibilité de le prévoir en particulier. C'est ce que l'on pourrait nommer l'idéologie du futur attendu : tout un ensemble de préconceptions relatives aux grandes tendances technologiques, culturelles, économiques... Le tout variant suivant la confiance qu'accorde l'esprit du temps aux diverses formes de calcul et d'évaluation du probable.

Et en ce domaine, le ciel des idées est particulièrement encombré. Car l'impératif postmoderne de l'instantanéité, de la vitesse ou de l'éphémère fait bon ménage avec le fantasme de la prédictibilité. Ni les échecs des philosophies de l'Histoire, ni ceux des prévisionnistes n'ont découragé les prophètes.

Version rose : un sens de l'histoire déterminé pour le meilleur par la technologie. À l'extrême, les futurologues deviennent « futurocrates », et l'anticipation se conjugue à l'impératif : est juste, bon et nécessaire ce qui contribue à l'avènement du monde promis. Sous son apparent désordre, l'innovation perpétuelle suit une direction. Seuls la distingueraient déjà les esprits les plus éclairés. C'est, par exemple, ce que proclamait l'idéologie de la communication, qui prospérait dans les années 90 avec le culte d'Internet et la bulle spéculative.

Version grise : les citoyens exigent de la techno-science qu'elle les garantisse des risques qu'elle provoque. Ils veulent une assurance contre l'aléa du changement, une garantie contre les conséquences de l'invention. Ils réclament du durable, du contrôlable, du traçable, du vérifiable. Ainsi, le principe de précaution entraîne une futurologie de la peur et une anticipation du remords.

Écoutons les prophètes de malheur : la raison du pire est toujours la meilleure.

Or cette obsession de l'avenir calculé a aussi un passé. Dans les deux cas, il faut remonter à plus de trente ans en arrière pour comprendre pourquoi la vieille plaisanterie qui veut que la prédiction soit aléatoire, surtout quand il s'agit de l'avenir, nous laisse si froids. Et pourquoi plus ça change, plus ça prédit.

Bien sûr, la croyance au Progrès est bien plus ancienne. Bien sûr, ses jumeaux, le décadentisme et le catastrophisme ne sont pas moins anciens. Bien sûr, dès la seconde moitié du XIX^e siècle toute une littérature d'utopie ou d'anticipation décrit en ses détails le monde qui vient et ses drôles de machine. Les visions d'un Jules Verne, d'un H.G. Wells ou d'un Robida y côtoient les pronostics d'un Edward Bellamy ou d'un Giffard, moins illustres. Dans ce joyeux bric-à-brac le "téléphonoscope" voisine les bicyclettes volantes à hélices.

Mais il faut attendre l'après-guerre pour que la prévision se veuille scientifique et systématique... La prospective monte avec les courbes de P.N.B. des trente glorieuses. Et la futurologie devient valeur politique.

De ce point de vue, le rappel des travaux des innombrables commissions "de l'an 2000" ne le dispute en humour involontaire qu'à la relecture des Gosplans. En mettant bout à bout quelques anticipations savantes, cela donnerait : 1946 : le spectateur se lasse de la télévision. 1961 : régression du marché informatique. 1967 : un aspirateur atomique dans chaque foyer. 1969 : le bulletin météo est exact à 100% et le climat bientôt contrôlé. 1973 : alimentation synthétique, voitures non polluantes et chute du cours du pétrole. 1980 : les U.S.A. fonctionnant à 100 % à l'énergie solaire. 1990 : fin du chômage grâce à l'ordinateur. 1993 : épuisement du plomb, du fer ou de l'aluminium, du pétrole. 2000 : la Terre peut faire vivre 20 milliards d'hommes avec un revenu cinq fois supérieur à celui d'un Américain des années ¹

¹ Pour plus de détails sur les sources de ce petit montage, notre ouvrage *Les experts ou l'art de se tromper de Jules Verne à Bill Gates*, Plon, 1996. Pour compléter par d'autres anthologies des prédictions sur l'an 2000 lire par exemple George Elgozy, *Le bluff du futur*, Calmann Lévy 1974 ou Bernard Cazes, *Histoire des futurs*, Seghers 1986

Dans un grand bêtisier de ce genre, tel essai sur l'effondrement du capitalisme voisinerait avec telle analyse sur l'inévitable conflit sino-soviétique ou sur la finlandisation de l'Europe. Les travaux des commissions du Plan français des années soixante qui n'ont vu venir ni Mai 68, ni la crise du pétrole ni la montée du chômage répondraient à ceux des futurologues américains qui annonçaient pour des dates aujourd'hui révolues la généralisation des machines à traduire et enseigner. On pourrait encore juxtaposer tel tableau de la maison de l'an 2000 - une ménagère entourée d'hologrammes et d'ordinateurs cuistots - et telle description d'un monde retournant aux éoliennes et à la propulsion hippomobile. En effet, les prédictions pessimistes ne seraient pas en reste : la coïncidence tragique de la surpopulation, coïncidant avec des carences d'énergie et de matières premières plus la pollution devait entraîner la fin prochaine des sociétés développées. La croissance zéro suscita aussi son lot de fausses prophéties et ses délires chiffrés.

Il y a vingt, trente ans, quarante ans, qui eût osé affirmer : "En l'an 2000, il n'y aura pas d'État universel, nous n'aurons pas colonisé d'autres planètes, ni adopté la croissance zéro et l'énergie solaire. Il y aura toujours des guerres d'indépendance et des pauvres, des épidémies incontrôlables et des fanatismes religieux. Nous nous déplacerons dans des voitures à essence et les enfants apprendront encore dans des locaux dénommés écoles." ? En ce temps-là, les plus timorés croyaient au moins au téléenseignement, aux fusées individuelles, à la mort de l'État ou à l'exploitation des fonds sous-marins. Le réel est un terrible réactionnaire.

Mais prédire, c'est souvent aussi redire : ne pas remettre en cause la permanence de certaines données ou attendre toujours des inventions sans cesse repoussées. Par exemple, imaginer que nous fabriquerions des lunes artificielles mais pas que le communisme puisse s'effondrer- comme Herman Kahn dans *L'an 2000*².

Le côté bouffon de la chose ne doit pas dissimuler l'essentiel : pareille foi en un avenir maîtrisé reflétait bien plus qu'une confiance exagérée en la science (« en telle année, ceci sera inventé »). Elle traduisait une idéologie structurée. Ce fut d'abord celle de la société

² Herman Kahn et Anthony J. Wiener, *L'an 2000*, Robert Laffont, 1968

postindustrielle : le passage d'un monde où machines et les hommes travaillent à produire des biens tangibles à un monde organisé autour de la production de connaissance.

Cette utopie postindustrielle dont les tenants les plus brillant sont Daniel Bell³ et Kenneth Boulding, attend d'abord le règne de l'abondance généralisée (ce qui, soit dit en passant aurait réfuté le marxisme alors prédominant chez les intellectuels). En arrière-plan quelque chose qui ressemble à une fin de l'histoire ou au « règne des choses » annoncé depuis Saint-Simon. Une société des loisirs et de la connaissance où les individus s'épanouiraient dans la recherche de modes de vie diversifiés et d'expériences variées. Telle semblait être la promesse de l'avenir. Seul le retard des mentalités pouvait y faire obstacle.

Les succès de l'ordinateur et des nouvelles technologies rencontrèrent ce courant et en provoquèrent la conversion à un autre thème, celui de la « société de l'information' ».

Un Alvin Toffler, auteur de best-sellers, influent outre-atlantique, mais méprisé par les intellectuels français incarne parfaitement ce passage. Il prophétise une société de la communication et de l'immatériel. Individualité, obsolescence, vitesse et changement en forment les valeurs cardinales. Voici, après la révolution agricole et l'industrielle, la « troisième vague » ; elle est « hétérogénéisante ». Toffler y voit le "passage d'une économie reposant sur la satisfaction d'un petit nombre de besoins viscéraux à une économie visant à satisfaire aussi bien des exigences infiniment variées de la psyché"...⁴ Tout discours extatique sur la libération par les NTIC, l'immatériel, l'entreprise en réseau, la cyberdémocratie et autres coquecigrues professées par les dévots d'Internet est là en puissance, depuis plus de trente ans.

D'une certaine façon l'idéologie de la communication des années 90 (société du savoir tous nomades, tous internautes, tous pacifiques...), la théorie de l'élargissement des années Clinton (gouvernance, marché, droits de l'homme et nouvelles technologies se répandant sur la Terre, suivant la société la plus avancée dans ce nouveau sens de l'Histoire, les U.S.A.), ou le discours sur la

³ C'est lui qui popularise l'expression avec *Vers la société post-industrielle*, Robert Laffont, 1976

⁴ Alvin Toffler, *S'adapter ou périr L'entreprise face au choc du futur*, Denoël, 1986

mondialisation heureuse qui précède le 11 Septembre sont des balbutiements du modèle utopique post-industriel.

Des courbes de croissance au développement durable

Le paradoxe de la technophilie heureuse est de croire la science capable d'anticiper à la fois ce qu'elle n'a pas encore réalisé et ce qui en résultera. Mais il y a aussi un paradoxe de l'anticipation inquiète. La première nous garantissait la fin de l'Histoire, la seconde nous menace de la fin de l'Espèce. Elle s'exprime à travers la pensée du risque ou plutôt du « nouveau risque⁵ ». Et suscite des contradictions plus difficiles encore. Comment réduire le danger – la conséquence négative de nos choix techniques actuels –, comment mesurer notre responsabilité à l'égard du futur, sans une connaissance qui nous fait défaut ? comment développer la prescience des effets lointains, en faisant appel à la science et à la technique, source de nos maux puisque source de pouvoir ? Pourquoi la puissance, comme capacité de tout transformer, se heurte-t-elle à notre impuissance à décider ?

La première tentation, celle du Club de Rome et du MIT dans les années 70, par exemple, consiste à prolonger des courbes : PNB, épuisement des ressources, pollution, population, puis à modéliser leurs interactions probables. Or, avec le recul, ces calculs se sont révélés faux : en l'an 2000, date butoir de la plupart de ces prédictions, nous aurions dû ne plus avoir de carburant, ni un certain nombre de métaux essentiels et le système aurait dû s'arrêter. Mais surtout le langage du tout ou rien, croissance-zéro ou apocalypse, a vite résonné assez mal et dans un Nord qui va découvrir ce que signifie la fin de la croissance quasi automatique et dans un Sud qui aimerait avoir un peu goûté les délices de la consommation avant de se convaincre des nécessités de l'ascétisme.

C'est dans cette perspective qu'il faut envisager le développement durable, devenu un impératif universel prôné par les organisations internationales et l'ensemble des ON.G. censées représenter la société civile planétaire. Il s'institue ainsi une nouvelle futurocratie (nous proposons le néologisme de "futurocratie" pour

⁵ *Les nouveaux risques*, O. Godard, C. Henry, P. Lagadec et E. Michel-Kerjean, Folio 2002

désigner le système d'autorité reposant sur une conformité supposée à une loi tendancielle cachée). Si l'on va par là, le communisme était une futurocratie où tout se jugeait en fonction du « mouvement réel de l'histoire », révélé par le matérialisme dialectique. La futurocratie optimiste postindustrielle jugeait des politiques à l'aune de leur apport au développement de prospérité, de la modernité et des technologies (ce que nous avons appelé les 4 M : Marché, Mondialisation, Morale, Médias). La futurocratie de la croissance-zéro à leur capacité de freinage avant la catastrophe. Le discours sur le développement durable semble plus modeste : du futur attendu, il ne déduit qu'un impératif négatif (et non plus un exigence de construire un monde conforme à ses potentialités cachées). Il s'agit cette fois d'un interdit qui semble plus modeste : ne rien faire qui porte un dommage irréparable à des ressources non-renouvelables, ne faire courir aucun danger à nos contemporains ou à nos successeurs, de n'exercer aucune puissance ni de ne gagner aucune richesse au détriment de l'autre. D'où l'obsession du « non quelque chose » : non-renouvelable, non définitif, non dangereux, ...

Du coup, le discours du développement durable dévalorise l'acteur traditionnel politique, l'État, défenseur d'un intérêt général, censé transcender les intérêts particuliers et, à ce titre, responsable du patrimoine tangible ou intangible d'une nation. Faute de réaliser le Paradis sur Terre, le politique ne prétend désormais plus tirer sa légitimité de sa capacité à éviter le pire. Autrefois mû par une logique d'accroissement -plus de démocratie, plus de puissance, plus d'Histoire- il devient un art du moins : moins de tensions, moins d'incertitude pour l'avenir, moins d'insécurité, moins de conséquences de la mondialisation inévitable moins de perturbation. Moins à payer pour le prix de notre puissance voire moins de puissance.

La nécessité d'un choix coïncide avec l'incapacité de trancher de façon purement rationnelle. La catastrophe absolue, éventuellement l'autodestruction de l'Homme, devient alors le point de fuite de cette perspective terrifiante. Hans Jonas, philosophe du principe de précaution se réclame d'une « futurologie de l'avertissement » dont, dit-il, « il nous faut commencer par

<http://www.huyghe.fr>

l'apprendre pour parvenir à l'autorégulation de notre pouvoir déchaîné. »⁶. Penser l'abominable demande à calculer l'impensable.

⁶ Hans Jonas *Pour une éthique du futur*, Rivages Poche, 1997, p. 71